

### Les subsides

Monsieur le Président, les taxes excessives sont la bête noire de notre industrie touristique. Les autres problèmes sont mineurs, mais si nous continuons de surtaxer cette industrie, notre déficit va continuer d'augmenter et notre situation économique sera encore pire qu'elle ne l'est actuellement. D'après l'Association de l'industrie touristique du Canada, si le gouvernement ne change pas de politique, notre déficit atteindra la somme astronomique de 4 milliards de dollars l'an prochain.

Nous surtaxons les hôtels et les motels, la nourriture, l'essence et les boissons alcoolisées, mais aux instances que nous ne cessons de lui faire à la Chambre, le ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme (M. Smith) nous dit de nous adresser aux premiers ministres provinciaux, car c'est à eux de régler ces problèmes. Le ministre devrait avoir honte, car il sait que c'est le gouvernement fédéral qui doit prendre l'initiative dans ce domaine. Lorsque le parti conservateur formera le gouvernement, je peux vous assurer que sa plus haute priorité sera de convoquer une conférence fédérale-provinciale sur la surimposition, afin de donner l'exemple aux provinces en réduisant ou en bloquant les taxes si possible dans l'industrie touristique.

**Des voix:** Bravo!

**M. Jelinek:** Nous ne pouvons pas continuer de jeter le blâme sur autrui. Le Parlement et la Chambre sont en partie responsables et c'est à nous de régler le problème. Je sais, on dira peut-être que je pêche pour mon saint.

**Des voix:** En effet!

**M. Jelinek:** Je m'attendais à ces braillements de l'arrière-ban libéral. C'est pourquoi je vais citer une lettre adressée au ministre des Finances (M. Lalonde) par M. Garth Campbell, président de l'Association de l'industrie touristique du Canada:

... le tourisme est le secteur de l'activité économique—il emploie plus de 10 p. 100 de notre population active et ce pourcentage pourrait être beaucoup plus élevé—où il est clair que les prix pratiqués au Canada ne sont pas concurrentiels, ce que ni les droits de douane ni les quotas ni une habile publicité ne peuvent cacher.

● (1120)

Je veux que les brailleurs de l'arrière-ban libéral écoutent ceci.

**M. Harquail:** Pourriez-vous lire ce qu'il a dit?

**M. Jelinek:** Il ajoutait dans sa lettre:

Malheureusement, le budget du 19 avril n'a pratiquement pas contribué à résoudre les problèmes que nous avions soulignés. Il n'a pas donné non plus à ce secteur l'assurance que son message avait été compris. De toute évidence, et contrairement à ce que nous avions espéré, le gouvernement fédéral n'a pris aucune initiative.

D'après leurs observations, les libéraux semblent trouver ce que je lis très intéressant. Je vais donc continuer:

Il est navrant de constater que, selon nos projections, si les tendances de voyage qui se sont manifestées au cours du premier trimestre de l'année se maintiennent, le déficit de 1984 dépassera de beaucoup les 3 milliards de dollars!

En fait d'emplois... le chiffre pour 1984 risque fort de dépasser 150,000 emplois!

Il s'agit de 150,000 emplois perdus dans le secteur du tourisme. Le gouvernement dépense des centaines de millions de dollars de l'argent des contribuables pour des programmes de création d'emplois inutiles temporaires, inefficaces et coûteux

qui, après un certain temps, replongent les Canadiens dans le chômage.

M. Campbell disait encore, dans sa lettre au ministre des Finances:

Selon nous... la situation financière du gouvernement fédéral pourrait bien s'améliorer s'il misait sur des allègements fiscaux pour le tourisme... la réduction des recettes fiscales serait alors contrebalancée par une réduction des paiements d'assurance-chômage et une augmentation des recettes provenant d'une activité économique accrue.

Voilà ce que pense l'AITC, le groupe le plus important d'exploitants touristiques du Canada qui tâchent de promouvoir le tourisme. Je sais que cette association entretient de bons rapports avec le ministre d'État aux Petites entreprises et au Tourisme et qu'elle se tient en contact avec le ministre des Finances. Mais les libéraux n'écoutent pas. Installés dans leurs tours d'ivoire à Ottawa, ils n'ont aucune idée de ce qui se passe en réalité dans le monde des affaires et du tourisme. C'est pourquoi le tourisme, comme bien d'autres secteurs de l'économie, éprouvent de sérieuses difficultés, monsieur le Président.

Je sais que le ministre vient de rentrer d'un voyage aux États-Unis où il a fait mousser l'énorme budget publicitaire qu'il a accru pour mieux faire connaître le Canada à l'étranger, surtout aux États-Unis. Je lui souhaite bonne chance dans cette entreprise. Je suis heureux qu'il ait enfin augmenté ce budget de sorte qu'il équivaut maintenant ce qu'il était il y a plus de dix ans. C'est un pas dans la bonne direction. Nous respectons cette attitude et l'approuvons. Toutefois, cela ne suffira pas à régler le problème qui posent les taxes excessives. J'espère que le ministre commencera par s'attaquer à ce problème au lieu de se contenter de montrer qu'il a augmenté les dépenses publiques en utilisant l'argent des contribuables pour faire de la réclame pour le Canada. Les touristes ne viendront pas au Canada s'il leur en coûte 30 p. 100 de plus cher pour visiter notre pays que s'ils allaient en Europe ou aux États-Unis, malgré les millions de dollars dépensés pour faire connaître le Canada à l'étranger. Il est plutôt suspect que le gouvernement fasse de la publicité touristique en pleine année d'élections, recourant aux agences libérales pour distribuer l'argent qui sert peut-être à mousser sa propre publicité. Je ne m'attarderai pas là-dessus, mais cela devient suspect.

Je crois qu'il me reste deux ou trois minutes, monsieur le Président. Un gouvernement conservateur accorderait plus d'attention et d'importance à ce secteur vital. Ce serait là le nerf d'une politique progressiste-conservatrice. La première chose que nous ferions pour reconnaître le secteur, et que nous faisons déjà, serait d'envisager très sérieusement de créer un ministère indépendant du Tourisme qui s'occuperait des problèmes de ce secteur indispensable de notre économie. Comme je l'ai déjà dit, ce ministère commencerait par convoquer une conférence fédérale-provinciale sur la fiscalité afin de donner l'exemple en bloquant si possible à leur niveau actuel les taxes qui nuisent au tourisme et en cherchant le moyen de les réduire dans certains domaines. Les taxes fédérales et provinciales sur les boissons alcooliques, par exemple, comptent pour 85 p. 100 des prix au détail au Canada. Il y a beaucoup d'autres cas semblables comme le sait le ministre.